

# Alpes fribourgeoises : Rime sans raison

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1985)**

Heft 790

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017830>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Rime sans raison

En juillet dernier, les deux propriétaires de la « montagne » de Chûarnisch, en Haute-Singine, faisaient construire une route d'accès d'environ un kilomètre à travers les alpages, avec suffisamment de lacets pour avaler 200 mètres de dénivellation. Le tout à compte propre, et sans la moindre autorisation.

La route illégale en question a été promptement surnommée « route à Rime », du nom de l'un des deux industriels amateurs de chasse en montagne: le Gruyérien Pierre Rime, conseiller national radical depuis 1983. Sûr de lui-même et de sa propre

crédibilité, cet ancien député au Grand Conseil fribourgeois (de 1956 à 1971), qu'il a même présidé en 1964, assure qu'il ignorait devoir même annoncer la construction d'une « simple voie de desserte ». Voilà bien une conception radicale — et appliquée — du moins d'Etat.

Le député socialiste singinois Cyrill Brügger veut en savoir davantage sur les tenants et aboutissants de cette jolie affaire. Il a posé seize questions au Conseil d'Etat, qui devrait selon lui intervenir pour rectifier la situation, en lieu et place de l'autorité en principe compétente en la matière (le préfet, en vacances au moment de l'aménagement de la route à Rime!).

On attend avec intérêt la réponse que devrait donner M. Masset, chef du Département cantonal des travaux publics, et radical de son état politique.

## GENÈVE

### Le mal-vivre des riches

Etrange ambiance au bout du lac en cette fin de cinquantième législature. La campagne électorale tarde à démarrer et reste molle; on sent les partis encore moins désireux que d'habitude de s'engager sur le fond, sur la défensive face au double succès escompté des Verts et de Vigilance. Reste alors à privilégier la forme, à savoir vendre des images: les socialistes lancent leurs deux candidats au Conseil d'Etat comme des héros de bandes dessinées; les radicaux ne sont pas en reste puisqu'ils n'hésitent pas à annexer Guillaume Tell, tandis que les démocrates-chrétiens s'affichent comme le parti qui marque (le pas, se sont empressées d'ajouter les méchantes langues).

Beaucoup d'interrogations en effet à la veille des élections, mais peu de réponses. En quelque sorte

l'angoisse des privilégiés. Les indicateurs habituels placent Genève parmi les cantons riches; non seulement le revenu moyen y est l'un des plus élevés du pays, mais encore le nombre des emplois croît régulièrement chaque année. Apparemment le bonheur et la sécurité. Quelques lézardes néanmoins dans cette prétendue idylle.

### MONOCULTURE

La première tient dans la monoculture croissante de l'économie genevoise; un phénomène bien connu et mis en paroles politiques mais qui continue de s'amplifier. Le secteur secondaire, jadis réputé, n'est plus que l'ombre de lui-même. Ces dernières années des entreprises importantes de la métallurgie ont fermé leurs portes ou ont perdu leur indépendance. A cet égard le rachat de la SIP (Société des instruments de physique), un fleuron de l'industrie genevoise des machines, par un industriel du Locle est caractéristique.

A l'inverse, les activités tertiaires fleurissent et con-

tribuent à l'essentiel de la richesse cantonale. Transactions financières de tous genres par sociétés boîtes aux lettres interposées, multiplication des commerces de luxe dans le centre de la ville, accueil généreux aux résidences secondaires ou principales des grands noms de la société internationale, Genève monnaie ses charmes. Paradoxalement ce n'est pas tant ce qui inquiète les Genevois et renforce l'audience des partis xénophobes; l'augmentation du nombre des candidats à l'asile et la présence des travailleurs étrangers restent l'une des causes majeures de la grogne d'une partie de la population.

### LE SISYPHE DU LOGEMENT

La deuxième ombre au tableau touche à ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la qualité de la vie. Certes, à Genève la vie n'est pas encore le cauchemar que connaissent les habitants des grandes métropoles. Grande ville à petite dimension, elle doit faire face aux problèmes du logement et du transport et à la pression qu'exercent les activités économiques et l'habitat sur une zone verte encore importante mais lentement grignotée.

Seul canton à avoir appliqué depuis un quart de siècle une politique du logement social de grande envergure, Genève est comme Sisyphes face à une demande jamais satisfaite. Après dix ou vingt ans selon le type d'immeubles, les loyers redeviennent libres et l'opération est à recommencer. Mais il y a plus: sous-occupation et amélioration des revenus aidant, des appartements conçus pour des familles à revenus modestes sont en réalité occupés par des contribuables qui bénéficient de véritables rentes de situation. Le problème du logement n'est pas seulement quantitatif; il résulte également d'une mauvaise distribution des appartements en fonction des besoins et des revenus.

Depuis l'arrivée du socialiste Grobet à la tête du Département des travaux publics, l'application stricte de la loi a permis le blocage des opérations